



**Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

**Dimanche 1<sup>er</sup> mars.**

**Fusillade à Aru: Jean Bamanisa promet 2 500 USD pour toute information sur les assaillants.** Le gouverneur de la Province Orientale, Jean Bamanisa, a promis samedi 28 février de donner 2 500 dollars américains à toute personne qui fournirait à la justice des informations pouvant permettre d'arrêter les auteurs de l'attaque contre un débit de boissons d'Aru en janvier dernier. Des hommes armés avaient attaqué ce débit de boissons tard dans la nuit, faisant 15 morts. Depuis, un seul suspect a été interpellé dans le cadre de cette affaire.

**Katanga: la crise persiste au sein de la société civile.** Deux camps se disputent la direction du Cadre de concertation de la société civile au Katanga. Il y a d'un côté celui de Jean-Pierre Muteba, porte-parole du cadre de concertation et de l'autre celui des Teams Leaders des groupes Thématiques. Vendredi 27 février, les bureaux de cette structure à Lubumbashi ont été cadennassés par le camp des Teams Leaders, accusant le précité de mauvaise gestion. Et pourtant, il y a 12 jours, le maire de cette ville avait tenté de résoudre cette crise. Il avait demandé au procureur près le tribunal de grande instance de Lubumbashi de se saisir du dossier.

**RDC: deux médecins accusés de complicité dans le kidnapping de leur collègue à Rutshuru.** Quatre personnes, arrêtées par l'auditorat de Rutshuru mardi dernier, ont été transférées samedi 28 février à la prison centrale de Munzenze à Goma dans l'Est de la RDC. Il s'agit de deux médecins, un administrateur gestionnaire et un secrétaire, tous de la zone de santé de Rwanguba située dans la région de Bunagana. Selon des sources de la justice militaire, ces personnes sont suspectées d'avoir commandité le kidnapping du médecin chef de zone de Rwanguba, le docteur Patrick Balume, le 8 novembre 2014. Ce dernier avait été enlevé par des bandits armés en novembre 2014 dans le parc national des Virunga, sur la route Goma – Ruchuru, puis relâché quelques jours plus tard après paiement d'une rançon d'au moins 3000 dollars américains. Ces médecins et agents auraient été cités par certains bandits arrêtés également dans cette affaire. (Radio Okapi)

**Province Orientale: deux établissements universitaires autorisés à organiser le 3e cycle.** L'Université de l'Uélé et l'Institut facultaire des sciences agronomiques (IFA)/Yangambi dans la Province Orientale sont sélectionnés parmi les établissements qui vont désormais organiser le troisième cycle de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU). Cette sélection est le fruit d'un travail abattu pendant six jours par une délégation des conseils d'administration des universités publiques, techniques et privées agréées, qui a clôturé vendredi 27 février sa mission à Kisangani et au Nord-Kivu. Au Nord-Kivu, la délégation a sélectionné trois universités ; à savoir : l'Université libre des pays de Grands Lacs, l'Université de Goma et l'Université Graben. Ces établissements sélectionnés vont ainsi organiser le 3e cycle en RDC, aux côtés des trois universités traditionnelles: l'Université de Kinshasa, de Kisangani et celle de Lubumbashi. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu : les FARDC délogent les FDLR à Mugogo.** L'armée congolaise a délogé, dans la nuit de vendredi à samedi 28 février les rebelles rwandais des FDLR de la colline de Mugogo, à 10 kilomètres à Nord-Ouest en groupement Rusayo, dans le parc des Virunga (Nord-Kivu). Cette opération a été lancée dans cette province jeudi dernier. Des sources locales ont indiqué qu'en dehors de Mugogo, les Forces armées de la RDC maintiennent la pression sur ces rebelles hutus rwandais dans des régions où ils se sont concentrés, notamment en territoire de Nyiragongo et Rutshuru.

**Ituri : les parlementaires appelés à enquêter sur la disparition des motos et véhicules de la police.** La Société civile de l'Ituri invite les députés nationaux et sénateurs d'enquêter sur la disparition des motos et véhicules de la Police nationale congolaise (PNC) dans ce district de la Province Orientale. Dans une déclaration faite samedi 28 février à Radio Okapi, le coordonnateur de cette organisation, Jean-Bosco Lalo, affirme que des cas des vols armés enregistrés ces derniers temps à Bunia sont liés au manque de mobilité qui affecte des opérations des patrouilles de la police dans la ville.

**Equateur : les communautés Ngbanda et Lingotebe s'engagent à vivre dans la paix.** Les communautés Ngbanda et Lingotebe en Equateur ont signé samedi 28 février à Kungu-centre un acte d'engagement pour la paix et la réconciliation. Par cet acte, elles décident de ne plus recourir à la violence et aux actes de vandalisme pour régler leurs différends. Les deux peuples sont en conflits depuis le début du mois de février. Ils se disputent une portion de la forêt. En décembre dernier, cinq personnes, dont une femme, avaient trouvé la mort au terme des accrochages entre les deux villages. Par cet acte pour la paix et la réconciliation, les chefs de groupement de Ngbanda et de Lingotebe signataires s'engagent aussi à inviter leurs communautés respectives à faciliter le retour dans leurs villages des personnes déplacées à cause de ce conflit.

**RDC : le Bceco remet 10 écoles nouvellement construites à Kalemie au gouvernement.** Le bureau central de coordination (Bceco) a officiellement remis dimanche 1er mars dix écoles nouvellement construites à Kalemie (Katanga) au ministre de l'Enseignement maternel, primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté, Maker Mwangu. Il a d'abord réceptionné les clefs de l'école primaire Ushariki. Il poursuivra son activité lundi 2 mars à Moba, puis les jours suivants dans les autres sous-divisiones de la province éducationnelle Katanga 3.

**Lubumbashi: succès dans l'éradication de la transmission du Sida de la mère à l'enfant.** Le processus d'éradication de la transmission du virus du Sida de la mère à l'enfant connaît du succès à Lubumbashi (Katanga), a constaté samedi 28 février le directeur pays de l'Onusida, Mamadou Sakho. Il l'a déclaré après avoir visité une maternité dans la commune de Katuba, qui organise un service de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

**Lundi 2 mars.**

**Citée dans une affaire de corruption, Chantal Muzito porte plainte à Bruxelles.** Les avocats de Mme Chantal Muzito affirment avoir déposé une plainte contre inconnu auprès du parquet du Roi à Bruxelles, en Belgique. Me Tshibangu Kalala a affirmé dimanche 1er mars à Radio Okapi que sa cliente, épouse de l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito, voudrait savoir qui l'a exactement citée dans une affaire de corruption dont M. Serge Kubla, bourgmestre honoraire de la commune de Waterloo dans la capitale belge, est impliqué. Serge Kubla est suspecté d'avoir servi de pont pour le groupe industriel Duferco. Cette entreprise aurait tenté de favoriser des investissements dans le secteur du jeu et des loteries en corrompant des agents publics congolais. L'ex-bourgmestre belge de Waterloo aurait remis dans ce cadre 20.000 euros à Chantal Muzito lors d'une entrevue à l'hôtel Président de Bruxelles. La femme de l'ex-Premier ministre congolais [2008-2012] rejette ces allégations et affirme ne pas connaître Serge Kubla, selon ses avocats. (Radio Okapi)

**Kinshasa : plusieurs lampadaires endommagés suite aux accidents de circulation.** Plusieurs lampadaires installés le long des artères de la ville de Kinshasa sont endommagés suite à des accidents de circulation qui ont vu des véhicules y finir leurs courses. Sur les grandes routes de la ville, on remarque des lampadaires cassés ou renversés alors qu'ils ont été récemment installés. Sur la petite dizaine d'artères qu'un reporter de Radio Okapi a sillonnées, il a compté 34 lampadaires endommagés.

**Nord-Kivu: reprise de la réhabilitation de la route Katindo-Sake.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a lancé samedi 28 février à Goma la reprise des travaux de réhabilitation de la route Katindo-Sake. Une importante route qui relie la ville de Goma au territoire de Masisi et la province du Sud-Kivu. Ces travaux qui avaient commencé en 2013 avaient été suspendus peu après, faute d'argent.

**Tueries de Beni: des personnes interpellées depuis plus de 3 mois sans jugement.** Cinq personnes suspectées d'avoir participé aux massacres de civils dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) sont détenues à Kinshasa depuis environ 100 jours. Le député national Grégoire Kiro a plaidé dimanche dernier pour qu'elles soient présentées à un juge ou relaxées. Les rebelles ADF ont été indexés, fin 2014, dans les tueries de plus de 250 civils dans le territoire de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Sans porter de jugement sur l'interpellation de ces cinq personnes, Grégoire Kiro estime que leur détention prolongée est illégale.

**Sange: les déplacés exigent le rétablissement de la sécurité avant de rentrer à Mutarule.** Plus de 5 000 déplacés de Mutarule vivant à Sange (Sud-Kivu) exigent le désarmement forcé des groupes armés actifs dans la plaine de la Ruzizi et à Mutarule avant de rentrer dans leurs localités. Ils l'ont déclaré dimanche 1er mars à Sange à la délégation de la Banque mondiale, en visite dans la région pour s'enquérir de la situation des déplacés.

**RDC: offensive contre les FDLR, 43 capturés au Nord et Sud-Kivu.** Le ministre de la Communication et médias, Lambert Mende a présenté dimanche 1er mars à Goma (Nord-Kivu), quarante trois combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) capturés au cours de l'offensive que l'armée congolaise a lancée la semaine dernière au Nord et au Sud-Kivu.

**Kinshasa : 30 nouveaux robots régulateurs de la circulation routière bientôt déployés.** Trente nouveaux robots régulateurs de la circulation routière vont être déployés à Kinshasa. Selon Thérèse Iza Kirongozi, conceptrice de ces machines, un premier lot est déjà opérationnel depuis lundi 2 mars, notamment à Kintambo magasin, sur l'avenue 24 Novembre et sur le rond-point victoire. Selon Mme Iza Kirongozi, ces mécaniques ont été financées par le gouvernement congolais, par le biais du Fonds pour la promotion de l'industrie (FPI).

**RDC : l'opposition propose un calendrier électoral différent de celui de la Ceni.** L'opposition politique compte déposer mardi 3 mars sa proposition de calendrier électoral à certaines institutions nationales. Des ténors de cette frange politique l'ont annoncé le week-end dernier, après une rencontre d'élaboration de ce document. Pour eux, il est question de corriger le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qu'ils qualifient de non consensuel. Entre-temps, au sein de la Majorité Présidentielle, on parle d'une démarche anticonstitutionnelle.

**Maniema : la Ceni veut encourager l'élection des femmes et des jeunes.** Une délégation de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est arrivée lundi 2 mars à Kindu (Maniema) pour une mission de trois jours. Le but : encourager les femmes et les jeunes à postuler en grand nombre au cours des prochains scrutins locaux. L'objet de cette mission est aussi d'expliquer le calendrier publié le 12 février 2015, a expliqué Jean Pierre Kalamba, rapporteur de la Ceni et chef de mission.

**La prochaine province de l'Ituri au centre d'un caucus à Bunia.** Les parlementaires et acteurs sociaux originaires de l'Ituri se sont réunis samedi 28 février dans le chef-lieu de l'Ituri, appelé à devenir une province. Ils ont réaffirmé leur attachement à ce prescrit de la constitution congolaise. «Ca fait plus de 30 ans que nous militons pour que l'Ituri devienne une province. Nous ne voulons pas un gouverneur de Mahagi, Mambasa, Djugu, Irumu mais nous voulons un gouverneur iturien quelles que soient ses origines», a indiqué l'ancien gouverneur de la Province Orientale, Médard Autsaï Asenga. Il souhaite également que le gouverneur de la prochaine province de l'Ituri soit un homme ou une femme capable de ramener la paix dans cette partie de la RDC. (Radio Okapi)

**Mardi 3 mars.**

**Walikale: plus d'un millier de ménages fuient les combats entre miliciens et FARDC.** Une accalmie s'observe depuis lundi 2 mars dans les villages d'Obaye, Abambua et Lubilinga dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) après deux jours d'affrontements entre les militaires congolais et une faction de la milice Raïa Mutomboki. Ces combats ont contraint les habitants à se déplacer. La société civile de Walikale parle d'au moins 1 700 ménages habitant Obaye, Abambua et Lubilinga qui ont trouvé refuge à Ndjingala, Osokari et Mubi.

**Nord-Kivu : les habitants de Rusayo fuient les combats entre FARDC et FDLR.** Les habitants de Rukorwe et Karangara fuient depuis trois jours les combats entre l'armée congolaise et les rebelles rwandais des FDLR dans le groupement de Rusayo (Nord-Kivu). Selon des sources locales, ces déplacés sont pour la plupart des jeunes qui fuient les menaces des rebelles rwandais et les agissements des militaires congolais qui les obligeraient à transporter des effets militaires.

**Kasaï-Occidental: les leaders d'opinion appelés à lutter contre la stigmatisation des PVV.** Le vice-gouverneur du Kasaï-Occidental, Fulgence Deller Kawino, appelle les leaders d'opinion à s'impliquer dans la lutte contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/Sida. Il a lancé cet appel, lundi 2 mars, au cours de la célébration de la première journée «Zéro discrimination », à Kananga, chef-lieu du Kasaï-Occidental.

**Katanga: des enfants sortis des groupes armés intègrent directement des familles d'accueil.** L'ONG Libertas déplore qu'une centaine d'enfants sortis des groupes armés en février dernier à Pweto aient rejoint des familles d'accueil sans passer par les centres de transit et d'orientation qui les

réduquent. Selon Libertas, ces enfants sont encouragés dans cette démarche par certaines familles d'accueil qui accusent les centres de transits et d'orientation de retenir les enfants plus longtemps que prévu.

**Kinshasa : les nouveaux «robots roulage» vont transmettre des images aux forces de sécurité.**

Les nouveaux robots régulateurs de la circulation routière, dont le déploiement a commencé lundi 1er mars à Kinshasa, sont équipés de caméras vidéo. Ils sont chargés de transmettre, en temps réels, des images au Centre de contrôle et de surveillance routière, inauguré mardi 3 mars 2015 à Kinshasa. Ces images sont aussi destinées à l'usage des forces de sécurité dont la police, l'Agence nationale des renseignements et l'armée (FARDC). Six de ces «robots roulage» sont en service depuis lundi.

**RDC : l'Opposition a déposé sa proposition de calendrier électoral global à la Ceni.** Une vingtaine de délégués de l'Opposition ont déposé mardi 3 mars une proposition de calendrier électoral global au siège de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Kinshasa. Selon ces opposants, il est indispensable de retoucher le calendrier électoral en vue d'avoir un texte réaliste, cohérent et consensuel. Pour Ingele Ifoto, modérateur de la plateforme Forces acquises au changement (Fac/opposition) et membre de ce groupe, il est question de chercher le consensus avant le début du processus électoral.

**Kisangani: début de la réhabilitation de la route Isiro-Nyanya.** L'Office des routes a lancé mardi 3 mars des travaux de réhabilitation de l'axe routier Isiro-Wamba-Niania, long de 232 Kilomètres. La cérémonie a eu lieu dans la cité d'Isiro où la population avait manifesté son opposition à ce projet la semaine dernière, accusant l'Office des routes de n'avoir pas donné un bon rendement sur les travaux effectués sur ce même tronçon, l'année dernière. Les travaux, évalués à 3,5 millions de dollars américains, sont prévus pour dix-neuf mois. Une fois réhabilitée, la route va désenclaver la cité d'Isiro en rétablissant le trafic commercial avec le reste du district du Haut-Uélé, d'une part, et les villes de Kisangani, Beni et Bunia, d'autre part.

**Mercredi 4 mars.**

**RDC : l'installation des nouvelles provinces va se faire en deux phases.** Le chef de l'Etat Joseph Kabila a promulgué lundi 2 mars la loi de programmation déterminant les modalités d'installation des 26 nouvelles provinces en RDC. Les provinces du Bandundu, de l'Equateur, les deux Kasaï, le Katanga et la Province-Orientale vont être démembrées, contrairement à celles du Maniema, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Bas-Congo, qui devient Kongo Central, et la ville-province de Kinshasa. L'installation des nouvelles provinces devra se faire en deux phases. Au cours de la première, les provinces non concernées par le démembrement seront installées. La deuxième phase concerne les provinces du Katanga, les deux Kasaï, le Bandundu, l'Equateur et la Province Orientale. Elles donneront naissance à 21 provinces : 1.Le Bas-Uélé ; 2.L'Equateur ; 3.Le Haut-Katanga ; 4.Le Haut Lomami ; 5.Le Haut Uélé ; 6.L'Ituri ; 7.Le Kasaï ; 8.Le Kasaï-Oriental ; 9.Le Kwango ; 10.Le Kwilu ; 11.Le Lomami ; 12.Le Lualaba ; 13.La Lulua ; 14.Le Mai-Ndombe ; 15.Le Mongala ; 16.Le Nord-Ubangi ; 17.Le Sankuru ; 18.Le Sud-Ubangi ; 19.Le Tanganyika ; 20.La Tshopo ; 21.La Tshuapa. Dans chacune des provinces à démembrer, des commissions mixtes seront mises en place, par décret délibéré en Conseil des ministres du pouvoir central, afin d'étudier les conditions de ce démembrement. Il s'agira notamment de dresser l'actif et le passif de la province existante et de procéder à l'acquisition du matériel, à la réhabilitation ou à la construction des infrastructures nécessaires. Les nouvelles provinces ne pourront donc être opérationnelles qu'après présentation, par ces commissions mixtes, de leurs rapports. En outre, la loi de programmation déterminant les modalités d'installation des 26 nouvelles provinces ne sera réellement effective qu'après la promulgation de la loi organique fixant les limites des provinces et celles de la ville de Kinshasa, actuellement sur le bureau du président de la République. (Radio Okapi)

**Journée de la vie sauvage: «La faune et la flore ne sont pas des ressources inépuisables».** À l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la vie sauvage mardi 3 mars, Victor Akpona, directeur d'African wildlife foundation (AWF) explique que la faune et la flore ne sont pas de ressources inépuisables. D'où la nécessité de les protéger. La Journée mondiale de la vie sauvage a été instituée pour promouvoir la protection des espèces animales et végétales. Plusieurs animaux sauvages et leurs habitats sont menacés de disparition à cause de l'exploitation illicite et incontrôlée des forêts. Pour Victor Akpona, il faut veiller à la protection des animaux dont la population, pour certaines espèces, a diminué de moitié. Il fait notamment remarquer que la population d'éléphants est passé d'un million à environ 450 000 depuis la décennie 1960. «Il en est de même pour les lions. On est passé d'environ 200 000 individus à environ 25 000 actuellement. La même chose pour les rhinocéros, on est passé de 65 000 à 5 000. Il y a cette forte pression qui s'exerce», explique le directeur d'AWF. Parmi les causes qui expliquent la diminution rapide de ces espèces, Victor Akpona cite notamment

l'écart entre leur lente reproduction et leur consommation. «Il faut dire que ces animaux ont une reproduction lente. Quand on prend un éléphant ou un bonobo, il faut qu'une femelle ait environ 13 ans avant de pouvoir être gestante. C'est environ tous les 4 à 5 ans qu'elle peut se reproduire et donner naissance à un individu», déclare-t-il. **Contre le commerce illicite des espèces sauvages.** Cette année, le thème retenu pour la journée mondiale de la vie sauvage est: « Protéger les sites qui abritent des espèces menacées de la faune et de la flore ». Dans son message publié à l'occasion de cette journée, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, indique qu'il est temps de s'attaquer sérieusement à la criminalité liée aux espèces sauvages. «Le commerce illicite d'espèces sauvages fragilise l'état de droit et menace la sécurité nationale; il entraîne la dégradation des écosystèmes et entrave fortement les efforts déployés par les populations rurales et autochtones pour gérer durablement leurs ressources naturelles», écrit Ban Ki-moon. Pour le secrétaire général de l'Onu, « lutter contre cette forme de criminalité est essentiel non seulement pour préserver les ressources naturelles et favoriser le développement durable, mais aussi pour favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité dans les régions en proie aux troubles, où ces activités illégales alimentent les conflits ». (Radio Okapi)

**Province Orientale : le directeur général d'Ituri Mining détenu par l'ANR.** Le directeur général de l'entreprise minière «Ituri Mining», une société du portefeuille du Gouvernement de la Province Orientale, a été arrêté lundi 2 mars par des agents de renseignements (ANR) à Bunia. Il a été arrêté alors qu'il déjeunait dans un restaurant puis transféré mardi par avion à Kinshasa. L'ANR refuse de communiquer sur le mobile de l'arrestation de ce collaborateur du gouverneur de province Jean Bamanisa. Sa famille parle d'un enlèvement pur et simple et réclame sa libération immédiate. C'est vers 12 heures locales que trois personnes habillées en civil se sont présentées au restaurant Hellénique devant le directeur général d'Ituri Mining, Ringo Baraka. Ces gens, qui n'étaient porteurs d'aucun document, lui ont demandé de les suivre. Face à son refus, ils l'ont emmené de force. Selon le reporter de Radio Okapi qui a pu accéder au cachot où Ringo Baraka est détenu, ce dernier se portait bien et avait l'air très fatigué après la nuit passée à cet endroit. Aucun responsable de l'ANR à Bunia n'a voulu se prononcer sur ce dossier. Des sources ayant requis l'anonymat indiquent que Ringo Baraka a été arrêté sur instruction de Kinshasa, sans donner plus de détails. Sa famille dénonce ce qu'ils qualifient d'enlèvement de leur frère. D'autres proches du détenu dénoncent l'utilisation abusive de l'ANR dans l'arrestation de plusieurs cadres de l'Ituri dont ceux du service de Transports et voies de communication. (Radio Okapi)

**RDC: le gouvernement appelé à lutter contre les évasions fiscales, la corruption et les groupes armés.** Le Réseau national des ONG des droits de l'homme en RDC (Renadhoc) invite le gouvernement congolais à promouvoir la politique de «tolérance zéro» contre les évasions fiscales, la corruption et les groupes armés. Cette structure a lancé cet appel dans une déclaration publiée, mardi 3 mars à Kinshasa.

**Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix en RDC: 2 ans déjà.** L'accord-cadre pour la paix et la sécurité dans l'est de la RDC signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba par onze pays de la sous-région des Grands Lacs sous l'égide de l'ONU vient de totaliser deux ans. Au cours d'une cérémonie organisée mardi à l'occasion de cet anniversaire, le ministre du Plan et Reconstruction, Olivier Kamitatu Etsu a estimé que le développement de la RDC est subordonné au retour de la paix sur le territoire national.

**Les Congolais partagés sur la loi instituant les nouvelles provinces.** Promulguée lundi 2 mars par le chef de l'Etat, la loi de programmation déterminant les modalités d'installation des nouvelles provinces est diversement appréciée par les Congolais. Si elle a été saluée par les acteurs politiques en Ituri (Province Orientale) comme des jeunes à Mbandaka (Equateur) cela n'est pas le cas dans toute la province du Katanga. Des députés originaires de l'Ituri saluent cette loi qui, selon eux, couronne une longue lutte politique soutenue par toute la classe politique iturienne depuis l'accession de la RDC à l'indépendance. C'est en 1962 que l'Ituri avait connu pour la première fois son expérience comme province à part entière, autonome de l'autorité de Kisangani. Cette expérience qui n'avait pas fait long feu a été rééditée en 1999 lors de l'occupation de ce district par l'armée ougandaise. En 2010, trente députés provinciaux originaires de l'Ituri, s'appuyant sur la constitution de 2006, avaient, par une déclaration unilatérale, décrété la province de l'Ituri sans que leur action ne soit validée par les autorités de Kinshasa. Les politiciens de ce district de la Province Orientale déclarent s'engager également à sensibiliser la population pour les potentiels candidats briguent des postes à tous les niveaux dans la nouvelle province de l'Ituri. **Des jeunes satisfaits à Mbandaka.** A Mbandaka (Equateur), l'Union des jeunes patriotes kabilistes (UJPK) a salué la promulgation de la loi sur le découpage territorial en RDC. Dans leur déclaration politique déposée mardi 3 mars à Radio Okapi, ils justifient leur satisfaction par le fait que cette loi favorise la création d'emplois. «L'UJPK justifie sa joie du fait qu'à la faveur de ce découpage, de nombreux jeunes en chômage vont trouver des emplois

notamment avec la mise en place des structures fonctionnelles de chaque nouvelle province notamment les cabinets des Assemblées provinciales, des gouvernorats, des ministères provinciaux, des mairies ainsi que des banques », a indiqué le président de l'UJPP, Joël Ilangila. Il est également persuadé que cette nouvelle loi va certainement contribuer au développement de chaque entité congolaise. Dans la capitale provinciale de l'Equateur, des Jeunes membres de la Ligue des jeunes du PPRD, le parti présidentiel, saluent aussi la promulgation de cette loi. **Controverse au Katanga.** Certains députés provinciaux du Katanga estiment qu'il vaut mieux renforcer la décentralisation au lieu de démembrer les provinces de la RDC. Ils estiment que si la décentralisation n'est pas encore effective le découpage restera un mot vain. Cet avis est partagé par l'évêque Kilwa-Kasenga, Monseigneur Fulgence Muteba. Pour ce prélat catholique, la loi sur le découpage territorial vient annihiler l'identité katangaise : « Cette loi qui a été promulguée vient de consacrer la mort de l'identité katangaise. Les générations futures nous condamneront. L'identité katangaise est une solidarité qui va du Nord au sud du Katanga malgré des problèmes internes. Il y a une solidarité du Katanga à travers ses innombrables tribus mais on ne peut plus en parler aujourd'hui ». D'autres députés katangais sont favorables au démembrement des provinces car, selon eux, il permet de rapprocher les gouvernés des gouvernants. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu: accalmie au front entre FARDC et FDLR.** Une accalmie relative s'observe ce mercredi 4 mars sur les lignes de front, où s'affrontent depuis cinq jours les FARDC et les FDLR dans les territoires de Nyiragongo et Rutshuru (Nord-Kivu). Depuis la veille en effet, l'armée congolaise a entrepris de consolider les positions reprises aux mains des rebelles rwandais, selon des sources militaires.

**Affaire Thomas Lubanga: la CPI décide d'indemniser les victimes.** La Cour pénale internationale (CPI) va amorcer dans six mois le processus d'indemnisation des victimes dans l'affaire qui opposait, jusque-là, le procureur contre Thomas Lubanga, ancien milicien congolais. La Chambre d'appel de la CPI l'a décidé mardi 3 mars au cours d'une audience publique à La Haye. Elle a modifié l'ordonnance de la Chambre de première instance du 7 août 2012 et a chargé le Fonds au profit des victimes (FPV) de préparer la mise en œuvre de ces réparations.

**Démantèlement des Sim Box en RDC : le bilan d'Agelis-Télécom jugé insuffisant.** Le bilan de l'entreprise Agelis-Télécom, chargée depuis plus de 2 ans par le gouvernement congolais de démanteler les Sim Box, est jugé insuffisant. A l'issue des concertations économiques clôturées lundi 2 mars à Kinshasa, il s'avère que la firme franco-américaine a démantelé moins de 2% de ce réseau mafieux consistant à transformer des appels longues distances venant de l'étranger en appel locaux, créant ainsi un important manque à gagner au trésor public en termes de taxes. Du côté des télécoms, on explique notamment la persistance des Sim Box par la présence de certains officiels congolais dans ce réseau mafieux. (Radio Okapi)

**RDC : la Case encourage la Ceni à exécuter son calendrier électoral.** La Commission africaine pour la supervision des élections (Case) encourage la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à exécuter son calendrier électoral « avec liberté ». Au cours d'un atelier d'échange d'informations sur le processus électoral tenu mercredi 4 mars à Kinshasa, la Case a invité la Ceni à ne céder à aucune intimidation. Sans exclure les échanges avec les différentes parties prenantes au processus électoral, elle recommande à la Ceni de respecter le calendrier officiel publié le 12 février dernier.

**Sud-Kivu: les habitants de Kalehe appelés à reboiser leur territoire.** Le président de l'ONG « Partnership Program Agreement » (PPA), Didier Misuka, a appelé mardi 3 mars les habitants de Kalehe à planter les arbres en vue de contribuer à la protection de l'environnement. Selon lui, le déboisement est à la base des érosions et éboulements des terres dans ce territoire du Sud-Kivu. Selon le président de PPA, environ 150 personnes ont perdu la vie à la suite des éboulements et des érosions, entre octobre 2014 et février 2015, dans le territoire de Kalehe. L'ONG lutte donc contre le d'abattage d'arbre et rappelle à la population locale l'importance du reboisement. « Nous sommes en train de donner gratuitement les [plants] pour reboiser notre territoire de Kalehe. Nous avons déjà donné plus de quarante-trois mille plants. C'est pour que nous (Radio Okapi)

**RDC: 5 millions de personnes ont bénéficié de l'aide de Caritas Congo en 2014.** L'assistance de Caritas Congo a touché plus de 5 millions de personnes en 2014 en République démocratique du Congo, a indiqué mardi 3 mars à Radio Okapi le secrétaire exécutif de cette organisation, Docteur Bruno Miteyo. Caritas Congo intervient dans les domaines des urgences, de la promotion de la santé, des infrastructures et du développement durable. Après la présentation de la revue annuelle de ses activités en 2014, l'ONG s'est fixée pour objectif d'améliorer la qualité de ses interventions en travaillant dans la transparence.

**Jeudi 5 mars.**

**Elections: les nouveaux majeurs voteront seulement à la présidentielle et aux législatives de 2016.** Les personnes qui ont atteint l'âge de 18 ans après les élections de 2011 n'éliront pas les députés provinciaux dont le scrutin est prévu en octobre 2015. Elles pourront tout de même élire le président de la république et les députés nationaux lors du scrutin combiné du 27 novembre 2016. Jean-Pierre Kalamba, le rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), a donné ces précisions en réponse à une demande des opposants du Maniema qui réclament l'inscription de nouveaux majeurs sur les listes d'électeurs.

**Joseph Kabila lance la première récolte de maïs à Bukanga Lonzo.** Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila a lancé officiellement jeudi 5 mars la première récolte de maïs au parc agroindustriel de Bukanga-Lonzo. Cette cérémonie intervient sept mois après le début des activités sur ce site situé à 240 km de Kinshasa, sur la route menant vers Kikwit, dans la province de Bandundu. Le gouvernement congolais avait lancé, lundi 22 septembre 2014, l'opération de semis de 100 tonnes de maïs et de haricot au parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Ce parc est construit entre les rivières Kwango et Lonzo sur un espace de plus de 70 000 hectares.

**Kinshasa: les services pénitentiaires identifient des bénéficiaires d'amnistie à Ndolo et à Makala.** Les services pénitentiaires peinent à identifier les bénéficiaires d'amnistie à la prison centrale de Makala comme à celle de Ndolo, à Kinshasa. De nombreuses personnes dont les noms sont repris sur les deux derniers arrêtés du ministre de la Justice sont introuvables dans ces deux institutions carcérales de la capitale. Sur 230 personnes amnistiées, par exemple, seuls 27 bénéficiaires retrouvent leurs noms sur ces arrêtés à la Prison centrale de Makala. La situation est similaire à la Prison centrale de Ndolo, où les autorités pénitentiaires n'ont pas de statistiques de candidats à libérer.

**RDC: le gouvernement n'a pas majoré le tarif de communication cellulaire.** Le vice-Premier ministre en charge des PTNTIC, Thomas Luhaka Losandjola, a indiqué que le gouvernement n'a pas revu à la hausse le prix de la communication cellulaire à travers le pays. Il a fait cette mise au point, mercredi 4 mars, dans un communiqué, en réaction à différents messages des opérateurs de téléphonie cellulaire sur une éventuelle augmentation des prix de la communication. Thomas Luhaka a précisé que six opérateurs de télécoms ont pris cette initiative après s'être réunis de manière consensuelle à Kinshasa. «Ils ont trouvé un compromis pour fixer un prix planché en deçà duquel aucun d'entre eux n'a le droit de descendre. Une façon de mettre fin à la guerre des prix à laquelle ils se sont livrés depuis plusieurs mois», a indiqué ce communiqué du ministère des PTNTIC.

Selon le vice-Premier ministre, le document signé par ces six opérateurs de téléphonie a été transmis à l'Autorité de régulation des postes et télécommunication (ARPTC) qui, selon lui, a repris l'accord en lui conférant une existence juridique. (Radio Okapi)

**Kalima: des ouvriers de l'Ecole technique Olive Lembe réclament des arriérés de salaire.** Les ouvriers de l'Ecole technique Olive Lembe Kabila, à Kalima (Maniema), réclament deux ans d'arriérés de salaire à l'ONG Centre d'impulsion et d'encadrement des organisations de développement (CIOD) qui gère cet établissement. Leur porte-parole, Cyprien Wamugunza, a déploré cette situation, jeudi 5 mars, dans un entretien à Radio Okapi. Mais le CIOD ne reconnaît que quelques mois d'arriérés de salaire.

**Regideso : près de 3 millions USD de factures impayées à Bukavu.** Les responsables de Régie de distribution d'eau (Regideso) à Bukavu redoutent que cette entreprise publique tombe en faillite. Ses abonnés lui doivent jusqu'à 3 milliards de francs congolais (3 260 000 dollars américains) de factures impayées. Parmi les abonnés insolvable, on compte notamment des ménages et des institutions publiques.

**Sud-Kivu: la CTB promet 3 millions d'euros pour réhabiliter des routes de desserte agricole.** La Coopération technique belge (CTB) promet une enveloppe de 3 millions d'euros pour la réhabilitation de plus de 200 km de routes de desserte agricole dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Le président de la société civile locale, Néhémie Habajuwe Bahati, a fait cette annonce, mercredi 4 mars, au cours d'une rencontre avec les médecins directeurs de quatre zones de santé du territoire de Kalehe, en présence du coordinateur national de la CTB.

**RDC : dégradation des routes autour du Marché central de Kinshasa.** Plusieurs voies de circulation autour du Marché central de Kinshasa sont en très mauvais état. Atteindre ce haut-lieu commercial de la capitale congolaise est devenu un parcours de combattant, autant pour les piétons que les véhicules. Ces différentes artères sont parsemées de boues et d'eaux stagnantes. Des lacs

artificiels, avec leurs eaux verdâtres ou jaunâtres, se compte par milliers, que ce soit sur Bokassa, ou sur les avenues de l'école, du marché, plateau, de l'action et même l'avenue Kasai.

**Kisangani: l'identification des taximen moto devrait contribuer à la sécurité.** Les taximen moto de Kisangani (Province Orientale) se réjouissent de l'opération d'identification des membres de cette corporation initiée par l'inspection provinciale de la Police nationale lundi 2 mars. Pour ces motocyclistes, non seulement cette identification honore leur métier, mais elle devrait aussi contribuer à réduire l'insécurité dans cette ville.

**RDC: des bêtes en divagation nuisent à la santé et à l'environnement.** Dans plusieurs villages de la RDC se pose un sérieux problème de divagation des bêtes. Cette situation a des conséquences sur l'environnement et peut être à la base de certaines maladies transmises des animaux à l'homme. L'administrateur du territoire de Kwamouth dans la Bandundu, par exemple, a accusé mercredi 4 mars les services publics locaux de faillir face à ce phénomène. Des nombreux éleveurs de la RDC laissent leurs bêtes en divagation. En traversant plusieurs villages du pays, il est facile de remarquer des vaches, des moutons, des chèvres, des porcs, des chiens errant. Ce problème se pose également avec la volaille. C'est le cas des poules, pintades, dindons, canards, etc, qui circulent à longueur des journées comme des biens sans maître. (Radio Okapi)

**Vendredi 6 mars.**

**Bas-Congo : un homme condamné à 5 ans de prison pour cannibalisme.** Un homme accusé d'anthropophagie et de mutilation de cadavre a été condamné à 5 ans de prison et 500 000 francs congolais (environ 545 dollars américains) de dommages et intérêts. Le tribunal de paix de Tshela, à 210 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo), l'a reconnu coupable de cannibalisme après que l'accusé a déterré du cimetière puis préparé le corps d'un garçon de 6 ans en vue de le consommer.

**RDC: la VSV salue l'annonce de l'indemnisation des victimes de Thomas Lubanga.** La Voix des sans voix (VSV) est satisfaite de la décision de la chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) de procéder à l'indemnisation des victimes de l'ancien chef de guerre Thomas Lubanga Dyilo. Ce dernier, déclaré coupable d'enrôlement d'enfants-soldats de moins de 15 ans en Ituri, a été condamné en 2012 à 14 ans de prison. Une peine confirmée en appel le 1er décembre 2014.

**Sud-Kivu : 40% d'élèves ont abandonné l'école à Buzi Minova.** Environ 8 000 élèves sur les 20 000 enregistrés à Buzi Minova (Sud-Kivu) ne fréquentent plus l'école depuis quelques mois. Le secrétaire du syndicat des enseignants de ce groupement, Jean-Marie Mugongo Rwicha, a livré ces chiffres, jeudi 5 mars, au cours d'une séance d'évaluation des activités scolaires dans cette contrée du Sud-Kivu. Jean-Marie Mugongo, syndicaliste pense que les élèves ne fréquentent plus l'école parce que leurs parents n'ont pas d'argent à payer pour leurs frais scolaires. La culture de banane, unique source de revenu pour de nombreuses familles, se porte mal après à la suite d'une maladie qui a attaqué les bananeraies à Buzi Minova. (Radio Okapi)

**Bas-Congo: un brigadier poursuivi pour viol.** Le tribunal de garnison de Mbanza-Ngungu (Bas-Congo) a ouvert, jeudi 5 mars, le procès qui oppose l'auditeur supérieur militaire et la partie civile Eliza Mutuena au brigadier Nsimba Matondo, 37 ans. Ce dernier est poursuivi pour un viol qu'il aurait commis, en octobre 2013, sur Eliza Mutuena, 75 ans, dans la ferme Masamba fils de Kingokoto à Kasangulu (Bas-Congo).

**Katanga: plus de 3 000 ex-combattants attendent leur intégration dans l'armée à Kamina.** Environ 3 000 ex-combattants attendent d'être intégrés au sein des Forces armées de la RDC (FARDC) au niveau de la Base militaire de Kamina (Katanga). Le commandant de la deuxième zone de défense, le général-major Jean-Claude Kifwa l'a annoncé, vendredi 6 mars, au retour d'une mission d'inspection dans cette base militaire.

**Province Orientale: l'Unicef demande la suppression de certains frais dans les écoles catholiques.** Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) demande aux évêques catholiques de réduire ou de supprimer certains frais exigés aux élèves dans leurs écoles. Pour l'Unicef, la perception de cet argent ne favorise pas la scolarisation des enfants. Les évêques catholiques expliquent que ces frais sont destinés à pallier « les défaillances » de l'Etat Congolais dans la prise en charge des écoles publiques.

**RDC : le premier livre numérique 100% congolais en vente sur Internet.** L'ouvrage est "le premier livre électronique (Ebook) produit et réalisé en RDC" puis mis en vente sur Amazon, Kobo/Fnac ou encore Google, a indiqué à l'AFP son auteur, Yaya Asani, de son vrai nom Marcel



Yabili. “Vraiment Congo, une tribu” relate à travers 104 pages l’histoire de la RDC à travers de brefs récits ponctués d’anecdotes racontés en français, ainsi qu’en lingala et swahili, les deux principales langues parlées en RDC. Édité aux éditions Médiaspaul, le livre papier a été converti “en fichier EPUB et MOBI compatibles avec les formats du livre électronique”, a expliqué M. Yabili, qui a lui-même contacté les boutiques pour la vente. Pays grand près de cinq fois la France, la RDC est l’un des pays les moins développés de la planète et la grande majorité de sa population vit dans la pauvreté, avec moins de deux dollars par jour. Dans ce contexte, la version numérique de “Vraiment Congo, une tribu” se révèle avantageuse: elle est téléchargeable moyennant 3,49 euros contre 10 dollars (environ 9 euros) en version papier. Il n’est pas rare d’entendre que “les Congolais ne lisent pas”, alors le livre numérique peut se révéler comme une alternative qui permettra aux congolais de “se réconcilier” avec le livre, a estimé M. Yabili.

**Université: l’ISAV se dote d’une bibliothèque numérique.** L’Institut supérieur agrovétérinaire Saint Pierre de Canisius (ISAV) à Kimwenza (Kinshasa) s’est doté d’une bibliothèque numérique contenant plusieurs centaines de revues agricoles et scientifiques, éditées par l’Université de Cornell de New York aux Etats-Unis.

**Annika Ben David: «La question du genre se trouve au cœur de l’action de la Suède en RDC».** L’ambassadeur de Suède en RDC, Annika Ben David plaide pour la participation des femmes dans la gestion des affaires publiques en RDC. A l’occasion de la journée internationale de lutte des femmes pour l’égalité des droits célébrée 8 mars, la diplomate suédoise a estimé que le développement et la consolidation de la paix en RDC est subordonnée à l’implication des femmes.

**Unikin : le recteur dément la rumeur d’un délogement des étudiants des homes.** Le recteur de l’Université de Kinshasa (Unikin), le professeur Labana, a démenti jeudi 5 mars la rumeur d’un futur délogement des étudiants des homes. Selon lui, cette rumeur est née suite à la suspension, par le rectorat, de l’octroi de nouveaux contrats de logement dans les homes. La décision avait ainsi été prise après un incendie survenu au home 80 où sont logées les étudiantes.

**Kinshasa : des associations de protection sociale parlent de leurs difficultés.** Un atelier sur la protection sociale en RDC, organisé depuis mercredi par la plate-forme congolaise pour la protection sociale, s’est achevé jeudi 5 mars à Kinshasa. Selon les participants à ce forum, une multitude d’organisations gouvernementales et non gouvernementales animent des projets de protection sociale à Kinshasa et dans l’arrière-pays. La protection sociale est entendue comme un ensemble de mécanismes de prévoyance collective en vue de permettre aux individus et aux ménages de faire face aux besoins sociaux de base. Ces organisations ont eu l’occasion de partager leurs expériences au cours de cet atelier et de mettre ainsi à nu une réalité : la protection sociale est un problème en RDC. Les problèmes liés à la malnutrition, la scolarité des enfants, les soins médicaux et le logement nécessitent des solutions urgentes. La plate forme congolaise pour la protection sociale existe depuis 2012. Elle est composée des organisations de la société civile opérationnelle dans le domaine de la protection sociale. (Radio Okapi)

**Samedi 7 mars.**

**RDC: les ressortissants de la nouvelle province du Kasai appelés à l’unité.** La loi de programmation de l’installation de nouvelles provinces en RDC, promulguée par le chef de l’Etat est bien accueillie par les députés provinciaux de la future province du Kasai. Dans leur déclaration politique faite à la presse vendredi 6 mars à Kananga, ces députés appellent par ailleurs la population concernée au calme et la cohésion provinciale. Les députés provinciaux de la nouvelle province du Kasai saluent cette loi et estiment que la gouvernance de proximité constitue une voie de progrès pour toutes les nouvelles entités administratives.

**Katanga: manifestation des épouses de policiers à Kongolo.** Les épouses de policiers ont manifesté leur colère vendredi 6 mars dans les rues de Kongolo (Katanga). Elles protestaient contre le non-paiement des soldes de leurs maris pour le mois de février. D’après une source au sein de la police, les soldes ont été retirés de la banque depuis deux semaines, sans qu’ils soient pour autant versés aux policiers. Le commandant local de la police explique, pour sa part, qu’il attendait les listings pour pouvoir déclencher la paie.

**RDC: 3 morts dans les combats entre Mai-Mai Cheka et FDLR à Lubero.** Des combattants de Nduma Defense of Congo (NDC) de Cheka ont fait une incursion dans la nuit de vendredi à samedi 7 mars dans le village Luhanga. Ce village est un bastion des rebelles rwandais des FDLR, situé à environ 60 km au sud du territoire de Lubero, à cheval avec celui de Walikale (Nord-Kivu). Des

sources locales parlent des morts et des blessés dans le deux camps, sans autres précisions. La population, elle, s'est retranchée dans la brousse.

**Vodacom Congo accorde désormais 16 semaines de congé de maternité.** Toutes les femmes employées de Vodacom Congo qui vont accoucher vont bénéficier désormais de 16 semaines de congé de maternité totalement payées par cette entreprise de téléphonie cellulaire. La décision a été prise vendredi 6 mars par le groupe Vodafone, qui vient d'adopter cette réglementation pour toutes ses employées dans le monde.

**Uvira: 4 000 villageois du Haut-Plateau réfugiés en brousse.** Plus de 4 000 habitants des cinq localités du Haut-Plateau d'Uvira (Sud-Kivu) se sont réfugiés en brousse depuis jeudi 5 mars. Il s'agit entre autres de localités de Muguti, Kiziga, Nabyunguta et Nakambaja, situées à plus de 100 Km à l'ouest de Sange. Cette information a été livrée par le porte-parole de la société civile dans le Haut-Plateau d'Uvira, Joël Mutekerwa. Selon lui, cette population fuit l'insécurité créée par les rebelles rwandais des FDLR, qui sont traqués par les FARDC dans la forêt d'Itombwe. Ces informations ont été confirmées par le commandant des FARDC à Mulenge.

**Tshopo: 10 millions d'euros de la CTB pour développer l'enseignement technique.** La Coopération technique belge (CTB) a approuvé 10 millions d'euros (10 844 000 dollars américains) pour la redynamisation de l'enseignement technique et la formation professionnelle dans le district de la Tshopo (Province Orientale). En prévision du lancement prochain des activités du projet Edut, un programme d'appui à ces filières, la CTB a organisé du 4 au 6 mars, un atelier de réflexion sur la qualité de l'enseignement professionnel dans les écoles de la Tshopo.

**Bukama: 25 camions bloqués sur les rives du fleuve Congo.** Plus de 25 camions en provenance de Lubumbashi et cinq autres de Kamina sont bloqués depuis environ une semaine de part et d'autres des deux rives du fleuve Congo au niveau du village Nvunda à près de 25 km de la cité de Lwena dans le territoire de Bukama (Katanga). Le niveau d'eau du fleuve a sensiblement augmenté, ce qui rend la traversée du bac difficile, ont expliqué vendredi 6 mars plusieurs sources locales. Le blocage des camions au fleuve entraîne la hausse des prix de certains produits de première nécessité et des produits manufacturés notamment sur le marché de la cité de Lwena.

#### **Dimanche 8 mars.**

**Equateur: le gouverneur intérimaire invite les femmes « à se prendre en charge ».** À la veille de la célébration de la journée internationale de la femme, les femmes de l'Equateur ont marché samedi 7 mars à Mbandaka entre la maison communale de Wangata et l'Hôtel de ville. Au terme de la manifestation, la ligue des femmes leaders de l'Equateur a remis un mémorandum au gouverneur intérimaire, Sébastien Impeto. Ce dernier la invité les femmes à se prendre en charge pour « s'intégrer dans la stratégie de l'autonomisation ». Le thème retenu cette année pour célébrer cette journée internationale de la femme est : « Autonomisation des femmes – Autonomisation de l'humanité : Imaginez! ». Sébastien Impeto interpelle les femmes « pour qu'elles puissent finalement se prendre en charge ». Dans leur mémorandum remis au gouverneur intérimaire, les Femmes leaders de l'Equateur ont notamment recommandé aux autorités provinciales la lutte contre l'insécurité à Mbandaka, la promotion de l'éducation de la fille ainsi que celle de l'agriculture pour permettre l'autonomisation de la femme rurale. **Les femmes casques bleus à Sake.** Les femmes casques bleus de la brigade d'intervention des Nations Unies se sont jointes aux femmes du groupement Kamuronza au Nord-Kivu pour célébrer le 8 mars. Elles ont notamment discuté de l'autonomisation de la femme ainsi que de sa participation à la vie politique. « Prenons les choses en main parce que les élections nous concernent. L'autonomisation de la femme ne voit pas seulement préparer la nourriture pour nos enfants. Ça signifie aussi prendre les choses en main », a plaidé une Congolaise qui a participé à cette cérémonie. Les femmes militaires ainsi des civiles ont exhibé des danses traditionnelles pour célébrer leur journée. (Radio Okapi)

**Ituri: des bâtiments publics saccagés à Aru après l'agression d'un commerçant.** Des habitants d'Aru en Ituri ont saccagé samedi 7 mars des bâtiments publics et l'entrepôt de la douane de cette cité. Selon la société civile locale, les manifestants ont protesté contre l'agression d'un opérateur économique local par un groupe de militaires congolais. Tout a commencé vers 12 heures, rapportent des sources locales. Un commerçant d'une quarantaine d'années a été sommé par un groupe de soldats de rendre un véhicule qu'il aurait fait entrer frauduleusement au pays. Face au refus du commerçant, les militaires l'aurait tabassé, jusqu'à le blesser grièvement au visage. Après cet incident, des habitants d'Aru ont accouru au secours du commerçant blessé. Furieux, ils auraient ensuite manifesté « spontanément », saccageant des bâtiments publics. (Radio Okapi)

**Violences sexuelles: les habitants de Wanierukula appelés à saisir la justice.** Les habitants de Wanierukula, à environ 55 kilomètres de la ville de Kisangani (Province Orientale), ont été sensibilisés samedi 7 mars au sujet de la nécessité de rapporter des cas de violences sexuelles à la justice. Au lieu de recourir à la justice, les membres de cette communauté privilégient les arrangements à l'amiable dans les différends sur les violences sexuelles.

**Beni: le général Muhindo Akili interdit aux FARDC le trafic de bois et du café.** Le général Muhindo Akili Mundosi, commandant des opérations Sokola 1 contre les rebelles ougandais des ADF, interdit aux militaires congolais de s'adonner au trafic du bois, du café et du cacao dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Il a fait état samedi 7 mars des allégations sur l'implication de certains officiers de l'armée congolaise dans l'exploitation et le commerce de ces produits dans cette partie de la province. Pour le commandant des opérations Sokola 1, tout militaire impliqué dans « l'affairisme » sera arrêté et déféré devant la justice militaire. (Radio Okapi)

**RDC: une dizaine de personnes tuées à Walungu.** Douze personnes ont été massacrées par des hommes armés non identifiés dans la nuit de samedi à dimanche 8 mars dans le carré minier de Mukungwe dans le territoire de Walungu au Sud-Kivu. Selon des sources de la société civile qui avancent ce bilan, les assaillants ont fait irruption dans les habitations en tirant sur les occupants. L'administrateur du territoire parle plutôt de dix morts et d'un blessé.

**Nord-Kivu: 22 militaires condamnés à de lourdes peines pour meurtres, vols et viols.** De lourdes peines ont été prononcées contre 22 militaires samedi 7 mars par le tribunal militaire garnison de Goma (Nord-Kivu) siégeant en chambre foraine à Kitshanga. Ils ont été reconnus coupables de meurtre, viol, vol à mains armées, détention illégale d'armes et de munitions de guerre, participation aux mouvements insurrectionnels et arrestations arbitraires. Les habitants de Kitshanga, qui ont suivi ces audiences, se sont félicités du travail de la justice. Ils demandent que ces condamnés purgent réellement leurs peines.

**Beni: un mort dans une embuscade attribuée aux ADF.** Une personne est morte et deux autres blessées dimanche 8 mars avant-midi dans une embuscade tendue par des hommes armés supposés être des rebelles ougandais des ADF sur l'axe Beni – Kasindi, 80 km à l'est de la ville de Beni (Nord-Kivu). Les FARDC sont à la poursuite des assaillants.

**Festivités de la Journée internationale de la femme à travers la RDC.** Plusieurs manifestations publiques ont été organisées ce week-end dans les grandes villes de la RDC pour célébrer le 8 mars, Journée internationale de la femme. Les femmes ont organisé par exemple un marathon à Kinshasa et une de marche à Gemena (Equateur) ou prié pour retour de la paix au Nord-Kivu. Les festivités du mois de femme ont été lancées officiellement samedi à Kinshasa par la ministre du Genre, Femme et Enfant, sous le thème national de: «Autonomisation de la femme, autonomisation de l'humanité ».

**Lundi 9 mars 2015.**

**Les miliciens FRPI ciblent les représentants de l'Etat à Walendu Bindi.** Les agents de l'état et les autorités coutumières de la collectivité de Walendu Bindi au sud d'Irumu sont la cible d'attaque de miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) depuis plus d'un mois, a indiqué dimanche 8 mars le chef de cette entité. Un policier de la chefferie a été tué et deux autres agents, dont un percepteur de taxes, blessés par balles. Les miliciens accusent les autorités locales de soutenir le gouvernement congolais. Le leader de la FRPI a de son côté démenti ces allégations. Les domiciles de trois chefs de groupement ont été vandalisés et la femme de l'un de ces chefs a même été violée par les miliciens, selon le chef de la collectivité de Walendu Bindi, Peke Kaliaki. Les agents de l'état ne sont pas libres de tout mouvement dans la chefferie de Walendu Bindi. Ils ont peur de tomber dans l'embuscade des miliciens de la FRPI disséminés en petits groupes dans la région, rapporte la même source. Peke Kaliaki affirme en outre que les leaders de la FRPI ont donné l'ordre à leurs hommes d'abattre tous les agents et les autorités coutumières accusées de soutenir le gouvernement de la RDC: Cette situation a pour conséquence la paralysie de l'administration publique dans la zone. Le chef de collectivité demande aux autorités de mettre fin à présence de cette milice dans la zone. De son côté, le chef de la FRPI, Mbadu Adirodu, réfute ces allégations qui, selon lui, ne visent qu'à ternir l'image de son mouvement. Il demande aux agents et responsables locaux de l'administration de circuler sans problème. Le chef de collectivité indique que les effectifs de policiers et des militaires FARDC ne permettent pas de dissuader les assaillants dans cette entité qui compte environ 200 villages. (Radio Okapi)

**Kinshasa : pose de la première pierre de la cité de la paix «Cardinal Estou».** La construction de 74 premières maisons a débuté dans la cité de la paix «Cardinal Etsou» dans la commune de

Kimbaseke, à Kinshasa. Le ministre de l'aménagement du territoire, urbanisme et habitat a posé dimanche 8 mars la première pierre de ce projet. D'après l'abbé Oswald Bagaza, coordonateur de l'ONG Action pour la solidarité et le développement (Asodev), qui pilote le projet, ces maisons vont coûter entre 28 000 et 85 000 dollars américains. «Le projet compte au total 7 types de maisons pour 15 types de contrats d'au minimum 202 dollars américains par mois et au maximum 850 dollars par mois et pour une échéance maximale de 15 ans», a-t-il expliqué. Le cardinal Laurent Mosengwo, chef de l'église catholique en RDC, il a rappelé que le projet de la cité de la paix entre dans le cadre de la doctrine sociale de son institution. Cependant, la viabilisation ainsi que les voies d'accès sur le site posent encore problème. Selon l'abbé Bagaza, des pourparlers sont en cours avec les différents partenaires pour résoudre cette question. (Radio Okapi)

**Début de l'opération militaire contre les ADF à la frontière entre le Nord-Kivu et la Province Orientale.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont lancé, le week-end dernier, l'opération de traque des rebelles ougandais des ADF dans les localités de Makutano, Bangu, Samboko, Ndalia, Zunguluka, Kalalangwe, Mufutabangi et Kawele, situées à cheval entre le Nord-Kivu et la Province Orientale. Le commandant des opérations «Sokola I», le général Muhindo Akili Mundosi, a livré cette information lundi 9 mars à Radio Okapi.

**Nord-Kivu: les FARDC ont capturé environ 180 rebelles FDLR.** Le porte-parole de l'armée congolaise, le général Léon-Richard Kasonga a dressé ce bilan, dimanche 8 mars, sur la chaîne de télévision nationale. Cet officier des FARDC a également indiqué que l'armée a récupéré une soixantaine d'armes collectives et individuelles au cours ces opération qui, selon lui, se déroulent dans le respect des droits de l'homme et dans le souci de protéger la population civile.

**Sud-Kivu: les activités tournent au ralenti après l'assassinat des creuseurs.** Un ralentissement des activités commerciales et administratives a été observé lundi 9 mars dans la matinée dans le groupement Mushinga, en territoire de Walungu (Sud-Kivu), deux jours après l'assassinat de huit creuseurs des minerais par des hommes armés. La population de Mushinga dénonce cet assassinat et demande au pouvoir public d'identifier les présumés criminels de ces assassinats et de les déférer devant la justice.

**Sud-Ubangi : les transporteurs boudent les taxes suite à la dégradation des routes.** Les transporteurs du Sud-Ubangi refusent de payer les taxes de l'Etat tant que les routes Akula-Gemena-Libenge-Zongo et Gemena-Dongo ne seront pas réhabilitées. Ils l'ont décidé samedi 7 mars à l'issue d'une réunion de leur association. Ces transporteurs affirment que le mauvais état de ces routes est à la base de plusieurs pannes qui endommagent leurs véhicules.

**Nord-Kivu: la Ceni sensibilise sur la loi et le calendrier électoraux.** Une délégation de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) venue de Kinshasa mène depuis lundi 9 mars une campagne de sensibilisation sur la loi et le calendrier électoraux à Goma, dans le Nord-Kivu. Les membres du gouvernement provincial, les députés, les responsables des partis politiques ainsi que des membres d'ONG ont pris part à la séance de lancement officiel de cette sensibilisation. Les innovations de la loi électorale, les grandes dates du calendrier électoral ainsi que les contraintes liées au processus électoral étaient au cœur des discussions.

**RDC : la firme canadienne MHI va apporter une assistance technique à la Snel.** Le gouvernement congolais et la firme canadienne Manitoba Hydro International (MHI) ont signé lundi 9 mars un contrat de service. L'entreprise canadienne va apporter une assistance technique à la Société nationale d'électricité (Snel) pour améliorer son rendement. Cet accord entre dans le cadre de la réforme des entreprises publiques congolaises.

**Nord-Kivu: les FARDC attaquent les FDLR à Kamatembe.** L'armée congolaise attaque les rebelles rwandais des FDLR à Kamatembe, en plein parc des Virunga (Nord-Kivu), depuis ce lundi 9 mars tôt dans la matinée. Des détonations à l'arme lourde sont entendues jusque dans les groupements de Rusayu et Muja en territoire de Nyiragongo.

**Ituri: des hommes armés attaquent le camp de déplacés de Lagabo, 12 blessés.** Des hommes armés identifiés comme des miliciens de la FRPI ont attaqué dans la nuit de dimanche à lundi 9 mars le site de déplacés de Lagabo situé à une trentaine de kilomètres de Bunia en Ituri, dans l'Est de la RDC. Selon Longa Norbert, le président de ce site, les assaillants ont grièvement blessé douze déplacés. Ils auraient également violé une femme.

**Mardi 10 mars.**

**Les robots régulateurs de la circulation pas toujours respectés à Kinshasa.** Une semaine après le déploiement de nouveaux robots régulateurs de la circulation routière dans les carrefours de Kinshasa, certains automobilistes ne semblent pas s'adapter à cette nouvelle réalité. Dans certains points de la ville, ils ne respectent pas les indications des robots, rendant ainsi la présence des policiers de roulage encore indispensable.

**RDC: le FMI appelle à de gros efforts.** Le Fonds monétaire international (FMI) est "impressionné" par les progrès réalisés par la République démocratique du Congo mais estime que Kinshasa à encore de gros efforts à fournir pour "maintenir la stabilité économique" et "lutter contre la pauvreté", selon un communiqué diffusé lundi. "J'ai été impressionné par les progrès accomplis ces cinq dernières années pour apporter la stabilité économique et une forte croissance, qui ont permis à la RDC d'enregistrer le troisième taux de croissance le plus rapide au monde en 2014", déclare le numéro deux du Fonds, David Lipton, dans ce texte mis en ligne. David Lipton, qui a séjourné en RDC du 5 au 7 mars, indique avoir évoqué avec les autorités "la récente baisse des cours du cuivre", dont les exportations sont l'une des principales sources de revenus pour le pays, "et les risques qu'elle présente pour l'économie de la RDC". Le premier directeur général adjoint du FMI, dit aussi avoir discuté à Kinshasa "des défis à relever pour maintenir la stabilité économique et financière dans une conjoncture nationale et internationale difficile, les moyens de diversifier l'économie, la nécessité de renforcer encore la gouvernance, et la poursuite des politiques appropriées pour créer des emplois et lutter contre la pauvreté et les inégalités". Extrêmement riche en ressources naturelles (minerais, bois, eau, entre autres), la RDC figure en avant-dernière position au classement de l'indice du développement humain établi par l'ONU. La grande pauvreté est la règle pour la quasi-totalité de la population. Selon le gouvernement, la croissance économique du pays a atteint 9,5% en 2014 et devrait être supérieure à 10% en 2015. Le FMI estime lui que la hausse du PIB congolais s'est élevée à 8,6% en 2014 et que la croissance devrait ralentir à 8,5% en 2015. (Le Figaro)

**Réforme de la police : seulement 3% du plan d'action quinquennal réalisés.** Seulement 3% de l'ensemble des activités du plan d'action quinquennal de la réforme de la Police nationale congolaise (PNC) ont été réalisés. Selon les participants à la 10ème réunion du Comité de suivi de cette réforme, tenue lundi 9 mars à Kinshasa, cette situation s'explique par le fait que le gouvernement ne tient pas compte des tranches annuelles de ce plan d'action quinquennal dans le budget de l'Etat. Le secrétariat exécutif du Comité de suivi de cette réforme indique que le gouvernement a en charge 90% du financement de ce plan d'action quinquennal. D'après une analyse de ce plan au cours du premier semestre 2014, outre les 3% réalisés, 59% sont en cours de réalisation et 38% n'ont pas encore été entamés. Le secrétariat du Comité de suivi de la réforme de la PNC estime que ce résultat fait dresser des obstacles énormes sur le chemin de cette réforme. Parmi les défis encore à relever, il cite: 1.L'amélioration des conditions sociales et professionnelles des policiers ; 2.La maîtrise des effectifs ; 3.La formation accélérée et classique des policiers ; 4.L'extension de la police de proximité dans d'autres provinces et; 5.La dotation des policiers en équipements et matériels de maintien et rétablissement de l'ordre public. Malgré ce résultat insuffisant, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et sécurité, Evariste Boshab, se veut optimiste. (Radio Okapi)

**RDC : Kindu abrite pour la 1ère fois la 10e Conférence nationale des bâtonniers.** Les bâtonniers congolais sont réunis depuis lundi 9 mars à Kindu pour leur 10e Conférence nationale. Cette rencontre de deux jours se tient pour la première fois dans la capitale provinciale du Maniema. Il s'agit, pour les participants, d'échanger leurs expériences d'avocats. Le barreau de Kindu est l'un des plus jeunes de la République, avec 8 ans d'âge. Il compte 400 avocats dont seulement une centaine preste à l'intérieur de la province.

**Le Congolais Antoine Kesia-Mbe va prêter serment comme juge de la CPI.** Les six juges de la Cour pénale internationale (CPI) récemment élus vont prêter serment ce mardi 10 mars à La Haye. Parmi eux figure le Congolais Antoine Kesia-Mbe Mindua. C'est le premier ressortissant de la RDC à devenir juge de cette cour. Retour sur le parcours de ce spécialiste du droit international diplômé de l'Université de Kinshasa. Né en 1956, Antoine Kesia-Mbe a obtenu son diplôme en droit privé et pénal à l'Université de Kinshasa en 1982. Il a ensuite été conseiller juridique à la garde civile et au bureau de l'ancien président Mobutu entre 1983 et 1985. Titulaire d'un doctorat de droit international, il a enseigné cette matière à l'Université de Genève en Suisse entre 1999 et 2001. Entre 1997 et 2001, il était en charge de la section des poursuites au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha. Antoine Kesia-Mbe a ensuite été ambassadeur extraordinaire plénipotentiaire et représentant permanent de la RDC auprès des Nations Unies et de la Confédération suisse de 2001 à 2006. Le Congolais a également exercé les fonctions de juge président au Tribunal pénal international de l'ex-

Yougoslavie à La Haye. Il a notamment été impliqué dans le procès contre le général bosno-serbe Dragomir Milosevic. (Radio Okapi)

**Province Orientale: 9 morts dans le foyer minier de Mutchatcha, selon un élu local.** Neuf personnes sont mortes dans un éboulement de terre dans le foyer minier de Mutchatcha, situé en pleine forêt dans la Réserve de faune à Okapi (RFO) dans le territoire de Mambasa (Province Orientale), a indiqué à Radio Okapi le député provincial Joseph Ndiya. L'accident s'est produit dimanche 8 mars, selon cet élu qui fait état du retour des orpailleurs dans la zone après la vague d'expulsion de février dernier. De leur côté, les autorités de la RFO nient qu'un accident mortel s'est produit dans cette réserve.

**Nord-Kivu : un soldat de la Garde républicaine condamné à mort pour meurtre.** Le tribunal militaire de garnison de Goma, au Nord-Kivu, a condamné à la peine de mort, lundi 9 mars, un soldat des FARDC du régiment de la Garde républicaine. L'accusé a été reconnu coupable du meurtre d'un mécanicien, Maliza Kwenda, âgé de 25 ans. Le militaire lui aurait tiré une balle dans l'abdomen suite à son refus de lui donner le chapeau qu'il portait.

**RDC: 7,3 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans ne fréquentent pas l'école.** En République démocratique du Congo (RDC), 7,3 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans (28% de la population scolarisable) ne fréquentent pas l'école. Ce chiffre a été révélé au cours du forum organisé à Kinshasa depuis le début de la semaine sur l'éducation nationale. Des acteurs de l'éducation nationale évaluent les progrès réalisés par la RDC pour atteindre les objectifs du millénaire en matière d'éducation.

**Nord-Kivu : 131 kidnappings suivis des demandes de rançon recensés en 2014.** La fondation canadienne « Justice and Equity » attire l'attention des autorités sur la pratique de kidnapping suivi de demande de versement de rançon au Nord-Kivu. En 2014, elle a recensé 131 cas de kidnappings déclarés suivis des demandes de rançon. Pour le mois de janvier 2015, indique Florence Boivin Roumestan, représentante de cette fondation au Nord-Kivu, la police en a recensé 50.

**Mercredi 11 mars.**

**Sud-Kivu: plus de 5 000 déplacés fuient l'opération militaire contre les FDLR à Uvira.** Plus de 5 000 déplacés vivent en situation difficile dans le Haut plateau d'Uvira et de Mwenga au Sud-Kivu. Le porte-parole de la société civile du Haut et Moyen plateau d'Uvira, Joël Muterekwa, qui a livré ce chiffre à la presse mardi 10 mars indique que ces personnes fuient les opérations menées par l'armée congolaise contre les rebelles rwandais des FDLR dans la forêt d'Itombwe. Le commandant du 42e bataillon des FARDC confirme le déplacement des habitants de cette zone.

**Plus de 100 chèvres sont mortes de la peste caprine à Kamina.** Plus de 100 chèvres sont mortes de la peste caprine en une semaine dans la ville de Kamina, située à 600 km de Lubumbashi (Katanga). Le président du Comité des éleveurs du petit bétail (CEPEBE) à Kamina, Mbayo Mwenze, a livré ce chiffre, lundi 9 mars, à l'issue d'une visite dans les différents cheptels de la périphérie de cette cité. Il a indiqué que plus de douze fermes de sa juridiction sont touchées par cette épizootie. De son côté, le médecin vétérinaire de district de Kamina, docteur Kazadi Lubamba appelle les éleveurs à abattre toutes les chèvres déjà touchées par cette maladie pour éviter la propagation de cette épidémie. (Radio Okapi)

**Maniema: 6 tonnes des médicaments remis à trois zones de santé de Pangi.** Le Programme intégré pour la relance de l'agriculture au Maniema (Piram) a remis samedi 7 mars six tonnes des médicaments à trois zones de santé de Pangi d'une valeur de 49 000 dollars américains. Ce lot est constitué des molécules pour combattre la malaria, les infections sexuellement transmissibles et d'autres maladies fréquentes dans la région, selon le représentant national du Piram.

**Nord-Kivu: les FDLR fuient vers la Province Orientale, selon la société civile.** La société civile du Nord-Kivu dénonce un mouvement FDLR du Nord de cette province vers la Province Orientale. Selon son vice-président et porte-parole Omar Kavota, ce mouvement de FDLR risque de compliquer la tâche aux FARDC dans les opérations de traque et de désarmement de ces rebelles rwandais. Le commandant des opérations « Sokola1 » assure que l'armée congolaise est prête à empêcher tout mouvement des FDLR.

**Aru: reprise timide d'activités après les actes de vandalisme.** De nombreuses activités sont perturbées à Aru-centre (Province Orientale) à la suite des actes de vandalisme perpétrés contre les services publics, le week-end dernier, par une foule d'habitants en colère. Les manifestants

protestaient contre l'agression d'un opérateur économique local par un groupe de militaires congolais. Aru est une agglomération située à près de 300 km au nord de Bunia.

**Les déclarants en douane observent un arrêt de travail au Bas-Congo.** Les déclarants en douane du Bas-Congo observent un arrêt de travail depuis mardi 10 mars à Matadi. Par ce mouvement dénommé « journées sans déclaration », ils protestent contre le « dysfonctionnement du guichet unique », accusant la Direction générale des douanes et assises (DGDA) de pratiquer une double procédure de dédouanement.

**Traque des FDLR: Martin Kobler plaide pour le rétablissement de la confiance avec le gouvernement.** Le chef de la Monusco, Martin Kobler, plaide pour le rétablissement de la confiance avec le gouvernement congolais dans la traque contre les rebelles rwandais des FDLR. « C'est très important maintenant de rétablir la confiance », a-t-il déclaré, mercredi 11 mars lors de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. L'armée congolaise mène actuellement seule une opération contre les FDLR au Nord et Sud-Kivu.

**Bas-Congo: un brigadier condamné à 16 ans de prison pour le viol d'une septuagénaire.** Le brigadier Nsimba Matondo, 37 ans, a été condamné mercredi 11 mars à seize ans de prison pour le viol d'une septuagénaire à Kasangulu dans le Bas-Congo. Sept autres policiers ont également été condamnés par le Tribunal militaire garnison de Mbanza-Ngungu dans des affaires de violence sexuelle. Ils écopent de 4 ans de prison. Un autre a été acquitté.

**RDC: 12% des chefs de missions diplomatiques sont des femmes.** Seuls 12% des chefs de missions diplomatiques congolais sont des femmes. Parmi elles, on compte trois ambassadrices. La secrétaire générale aux Affaires étrangères l'a révélé mercredi 11 mars lors du lancement à Kinshasa des travaux de réflexion sur la participation politique de la femme congolaise. Les femmes diplomates et des services du ministère des Affaires étrangères réclament plus de volonté politique pour augmenter le taux de leur participation à la tête des missions diplomatiques de la RDC.

**Katanga: plus de 10 morts après l'attaque des miliciens au village Kinsukulu.** Un groupe de miliciens pygmées a attaqué dimanche 8 mars le village bantou de Kinsukulu situé à 135 km à l'ouest de Kalemie. Des habitants, qui se sont réfugiés dans le secteur de Kalemie, rapportent que l'attaque des miliciens a fait douze morts et plusieurs blessés dans le village de Kinsukulu. Les autorités du district se disent préoccupées; alors que la Monusco envisage l'envoi d'une mission d'évaluation de la situation dans la zone.

#### **Jeudi 12 mars.**

**RDC: «Laisser la Ceni jouer véritablement son rôle», plaide André Pungwe.** Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), André Pungwe, a estimé mercredi 11 mars qu'il fallait laisser son institution jouer son rôle pour qu'il y ait des élections transparentes et crédibles en RDC. « La meilleure solution pour les élections transparentes, crédibles et apaisées consiste à laisser la Ceni jouer véritablement son rôle de régulateur des élections en RDC », a-t-il déclaré à l'occasion de la remise de la liste des partis politiques à la commission électorale. André Pungwe est également revenu sur les contraintes liées à l'organisation des prochaines élections évoquées lors de la publication du calendrier électoral. Pour lui, ces contraintes ne rendent pas incertaine la tenue de ces élections. « Les contraintes externes liées à la mise en œuvre du calendrier des élections de 2015-2016 ne consistent pas à rendre incertaine la tenue effective des élections. Au contraire, il s'agit d'une transparence dans le processus électoral pour inviter la société congolaise à entamer un plaidoyer efficace en vue des solutions idoines quant à ce », a argumenté le vice-président de la Ceni. Il a aussi plaidé pour l'implication de tout le monde pour la tenue des prochaines élections dans les délais constitutionnels. Au cours de cette cérémonie, le ministre de l'Intérieur a remis à la Ceni la liste des partis politiques agréés. Evariste Boshab a affirmé que sur cette liste figurait 477 partis et une trentaine des regroupements politiques reconnus par l'état congolais. Seize nouveaux partis se sont ajoutés sur la liste établie en 2011. Sans en dire davantage, Evariste Boshab a indiqué que l'on s'en tenait à la loi, seuls trois partis politiques serait en ordre pour se présenter aux élections prochaines. (Radio Okapi)

**Kasaï-Occidental: plus de 500 camions bloqués au pont Loange.** Les transporteurs qui desservent l'axe routier Kinshasa-Kikwit-Tshikapa-Kananga accusent le gouverneur du Kasaï-Occidental Alex Kande Mupomba d'avoir bloqué, depuis une dizaine de jours, leurs camions au niveau du pont Loange. L'office des routes (OR) précise que le gouverneur a plutôt signé une note circulaire qui les oblige à changer les pneus de leurs véhicules qui abîment les routes avant de rouler au Kasaï-Occidental. Ces chauffeurs ont exprimé leur indignation, mercredi 11 mars à Radio Okapi.

**La consommation de l'eau prévient les maladies rénales, selon le Dr Bokwala.** Médecin interniste à l'Hôpital Biamba-Marie Mutombo, à Kinshasa, le docteur Bokwala appelle à la consommation d'au moins un litre d'eau par jour pour prévenir les maladies rénales. Il a lancé cet appel à l'occasion de la journée mondiale du rein, célébrée le 12 mars de chaque année.

**Equateur: des infirmiers en grève à Lisala.** Les infirmiers de l'Hôpital général de référence de Lisala, à environ 800 km de Mbandaka (Equateur) ont décrété depuis deux semaines une grève sèche. Ils réclament notamment leurs primes de risque de janvier et février derniers sur la base des listes du gouvernement central à la place des listes de paie établies localement.

**Sud-Kivu: 5 morts en une semaine à la prison de Kamituga.** Cinq personnes sont décédées, en une semaine, à la prison de Kamituga, en territoire de Mwenga (Sud-Kivu). La dernière victime est morte, mercredi dernier, à l'hôpital de Kamituga, où elle a été acheminée dans un état grave. La société civile locale déplore cette situation.

Cette prison, ancien laboratoire de minerais de l'ex-Société minière du Kivu, fonctionne dans des conditions déplorables, dénoncent les activistes des droits de l'homme. Les prisonniers sont difficilement ravitaillés en vivres.

**La Belgique prévoit d'investir 30 millions d'euros dans les infrastructures du Kivu.** La Belgique a déjà débloqué 10 millions d'euros, sur les 30 millions prévus, pour la réhabilitation des infrastructures dans le Nord et Sud-Kivu, a indiqué mardi 11 mars le service de communication de la Coopération technique belge (CTB). Ce fonds a été débloqué dans le cadre du «Programme d'appui aux infrastructures dans les Kivu (PAIK), mis en œuvre par la CTB, pour la période 2014-2018.

**Likasi: les services de cadastre accusés de spolier un terrain de la Gécamines.** Les agents de la Gécamines Groupe-centre accusent les services de cadastre de spolier un terrain appartenant à cette entreprise minière à Likasi, au Nord-Ouest de Lubumbashi (Katanga). La délégation syndicale de la Gécamines a adressé, mercredi 11 mars, un mémorandum à ce sujet au maire de la ville de Likasi.

**Nord-Kivu: l'armée invitée à attaquer les FDLR au Sud de Lubero.** La société civile de Tama et Itala au Sud du territoire de Lubero réclament les opérations militaires contre les rebelles rwandais des FDLR dans ces deux groupements du Nord-Kivu. Dans un communiqué publié lundi 9 mars, elle indique que le groupe FDLR/Foca du colonel Kizito multiplie les exactions contre la population civile.

**RDC: l'Allemagne va investir dans les infrastructures, l'énergie et l'agriculture.** En visite à Kinshasa depuis mercredi, le ministre fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, Gerd Muller, a rencontré ce jeudi le vice-ministre de la Coopération internationale, Franck Muedi Malila. Ce dernier a dit souhaiter voir plus d'investissements allemands dans le secteur des infrastructures.

**Kinshasa: le taux de prévalence des maladies rénales est supérieur à la moyenne mondiale.** Le taux de prévalence des maladies rénales est de 12,4 % à Kinshasa et Bukavu alors que la moyenne mondiale est de 10 %. Ces chiffres ont été révélés jeudi 12 mars à l'occasion de la journée mondiale du rein par le chef de l'unité hémodialyse des cliniques universitaires de Kinshasa, docteur Makulo.

**RDC : la détention préventive de Jean-Claude Muyambo prolongée de 30 jours.** Le parquet général de République a prolongé de 30 jours la détention préventive de l'opposant Jean-Claude Muyambo incarcéré à la prison de Makala depuis le 20 janvier dernier. Le président du parti de l'opposition Solidarité congolaise pour le développement (Scode) est poursuivi pour abus de confiance dans la vente d'immeubles appartenant à l'un de ses clients à Lubumbashi.

**Vendredi 13 mars.**

**Kananga: le gouvernement provincial interdit la commercialisation de la farine pour malnutris.** La ministre provinciale de la Santé du Kasai-Occidental, Madeleine Kankolongo, lance une mise en garde contre tous ceux qui sont impliqués dans le commerce des produits destinés aux enfants malnutris, à Kananga, chef-lieu de la province. Il s'agit notamment de la farine pour bouillie. Elle a lancé cette mise en garde, jeudi 12 mars, lors de la visite guidée du dépôt où sont stockés ces produits dans la capitale provinciale du Kasai-Occidental. Madeleine Kankolongo dit lancer un dernier avertissement contre les maisons qui entretiennent ce commerce illicite qui, selon elle, a des conséquences néfastes à travers la province: «Je lance un dernier avertissement. Nous demandons à tout le monde de se mettre en ordre et d'aller remettre ces produits aux zones de santé habilitées à les



distribuer gratuitement aux enfants reconnus malnutris. Ces produits ne doivent pas être donnés aux enfants en bonne santé et ne doivent pas être commercialisés ». (Radio Okapi)

**Kinshasa: les habitants de Lemba dénoncent les délestages récurrents.** Les habitants des quartiers Livulu, Kemi et Salongo dans la commune de Lemba (Kinshasa) ont initié depuis quelques jours une pétition à adresser à la Société nationale d'électricité (Snel) pour dénoncer les délestages récurrents, prolongés et inexpliqués dont ils sont victimes depuis d'une une année.

**Bas-Congo: tension à Kitona après un soulèvement des ex-combattants.** Des coups de feu ont été entendus, vendredi 13 mars, à la base de Kitona, en territoire de Moanda, où des ex-combattants qui attendent leur démobilisation se sont soulevés. Selon des sources concordantes locales, ces ex-combattants protestent contre la mort de leur collègue survenu jeudi dans cette base. La victime aurait succombé après avoir reçu des coups de fouet en guise de sanction, sur ordre des officiels de cette base militaire. Les protestataires dont le nombre est évalué à 2 000 sont des ex-combattants venus en majorité de l'Est de la RDC. Ce vendredi matin, ils auraient récupéré des armes et tiré des coups de feu pour protester contre la mort, la veille, de l'un d'entre eux, indiquent des sources concordantes sur place. Ils ont également saccagé le dispensaire militaire de Kitona et blessé plusieurs personnes, selon les mêmes sources. Ces ex-combattants ont également voulu exprimer leur impatience dans l'attente du processus de leur démobilisation. La plupart d'entre eux séjournent dans ce camp depuis plus d'un an. (Radio Okapi)

**Kalemie: début de l'enregistrement biométrique de réfugiés rwandais.** L'opération de sensibilisation et enregistrement biométrique de réfugiés rwandais a commencé jeudi 12 mars à Kalemie. Elle sera menée précisément à Kalemie, Kabalo, Nyunzu, Manono et Kongolo.

**Willy Makiashi recommande l'indemnisation de 686 ex-agents de la Marsavco.** Le nouveau ministre du Travail, Willy Makiashi, se saisit de l'affaire qui oppose la Margarinerie, savonnerie et cosmétique (Marsavco) à ses anciens travailleurs licenciés en 2001. Il a reçu jeudi 12 mars en son cabinet le représentant de ces anciens travailleurs, le directeur général de la Marsavco et les cabinets Dominique De Villepin et Jean-François Prévost, avocats de ces ex-agents. Comme tous ceux qui l'ont précédé à ce ministère, le vice-premier ministre et ministre du Travail, Willy Makiashi, a demandé que soient exécutés le décret signé par l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito, les deux résolutions de l'Assemblée nationale sous la présidence d'Evariste Boshab et un arrêt de la Cour suprême de justice, qui avaient réhabilité dans leurs droits les agents licenciés. Le président du collectif de ces ex-agents, Jean-Marie Lokoto, rappelle que la haute Cour avait enjoint à cette société de leur payer les indemnités de sortie, évaluées à 24 839 000 dollars américain. (Radio Okapi)

**.Samedi 14 mars.**

**Elections: 294 de 477 partis politiques ont signé le code de bonne conduite.** Deux cent nonante-quatre partis politiques ont signé le code de bonne conduite du processus électoral sur les 477 enregistrés au ministère de l'Intérieur en RDC. Ensemble changeons le Congo (ECCO) d'Adam Bombole et l'Organisation pour la révolution et la démocratie du Congo (ORDC) de Judith Khumuna sont les deux dernières formations politiques à avoir signé, vendredi 13 mars, ce document à la Ceni.

**RDC: Washington appelé à s'impliquer dans le processus de rapatriement des FDLR.** Le coordonnateur du Mécanisme de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba Tshishimbi sollicite l'implication des Etats-Unis d'Amérique dans le processus de rapatriement des 339 rebelles FDLR, cantonnés à Kisangani (Province Orientale). Il a lancé cet appel, vendredi 13 mars, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en RDC, James Swan, à Kinshasa.

**Plaidoyer pour la permutation des magistrats civils d'Aru.** Le premier président de la Cour d'appel de Kisangani, Noël Bakila propose la permutation de tous les magistrats civils en poste au tribunal de paix d'Aru, territoire situé à près de 300 km au Nord de Bunia (Province Orientale). Il a fait cette proposition, jeudi 12 mars, au lendemain des actes de vandalisme que la population a commis sur des bâtiments de l'administration publique de ce territoire. Ce haut magistrat estime que les magistrats civils semblent avoir perdu la confiance de la population locale à Aru.

**Traque contre les FDLR: environ 182 rebelles neutralisés au Nord et Sud-Kivu.** Le commandant de la 3<sup>e</sup> Zone de défense militaire, général Léon Mushale Tshipamba révèle qu'environ 182 rebelles FDLR ont été neutralisés, 72 armes, des roquettes et obus de mortier ont récupérés au cours des opérations menées au Nord et Sud-Kivu. Il a livré ce bilan à mi-parcours, vendredi 13 mars, au cours d'une conférence de presse tenue à la 34<sup>e</sup> Région militaire, à Goma (Nord-Kivu).

**Ituri: des présumés FRPI ont violé 8 femmes à Irumu.** Des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) sont accusés d'avoir violé, jeudi 12 mars, huit femmes et blessé grièvement deux parmi elles dans les localités de Madibe I et II, en territoire d'Irumu dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Des blessées sont celles qui tentaient d'échapper au viol.

**Equateur: début de l'opération de relocalisation des réfugiés centrafricains à Bili.** Le HCR et ses partenaires ont lancé, jeudi 12 mars, l'opération de relocalisation des réfugiés centrafricains au camp de Bili, en territoire de Bosobolo (Equateur). Le premier groupe de 21 réfugiés (femmes et enfants) sont arrivés, vendredi, dans leur nouveau site après avoir parcouru 117 km entre Dula et Bili à bord des véhicules du HCR et ses partenaires.

**Sud-Kivu: trois personnes meurent foudroyées à Shabunda.** Trois personnes sont décédées à la suite d'une pluie torrentielle qui s'est abattue, vendredi 13 mars, à Shabunda-centre et ses environs (Sud-Kivu). Parmi les victimes, figure une jeune fille de 13 ans. L'administrateur du territoire de Shabanda, Eloko Nsala a indiqué qu'une fille de 13 nhas figure parmiles victimes.

**RDC: Albert Moleka quitte l'UDPS.** L'ancien directeur de cabinet d'Etienne Tshisekedi, Albert Moleka, a quitté l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti de l'opposant historique. Il a fait consigner vendredi 13 mars au greffe comptable du Tribunal de grande instance de Matete le cachet sec et le spécimen de signature du président de ce parti de l'opposition qu'il détenait encore.

### **Dimanche 15 mars.**

**Grands Lacs: les ministres de la Santé veulent relancer la lutte régionale contre le Sida.** Les ministres de la Santé et des experts dans la lutte contre le sida des pays des Grands Lacs se réunissent depuis le samedi 14 mars à Kinshasa. Ils veulent relancer l'« Initiative de lutte contre le sida dans la région des Grands Lacs ». Cette structure définit la politique antisida dans la région. Mais elle ne s'est plus réunie depuis environ cinq ans. La rencontre de Kinshasa devrait permettre de rediscuter de ses objectifs et de son champ d'action. L'Initiative de lutte contre le sida dans la région des Grands Lacs regroupe six pays: Kenya, Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie et RDC. (Radio Okapi)

**Equateur: l'aéroport de Mbandaka doté des véhicules passerelle et anti-incendie.** La Monusco a remis vendredi 13 mars quatre véhicules opérationnels à l'aéroport de Mbandaka, à l'Equateur. Il s'agit notamment d'un véhicule passerelle et d'un véhicule anti- incendie dont l'aéroport était dépourvu. Le commandant de l'aéroport, José Betofe, s'est réjoui de cette dotation qui, selon lui, permettrait d'améliorer la qualité des services proposés par cet aéroport. Jusque-là, l'aéroport de Mbandaka ne disposait que d'extincteurs pour faire face aux cas d'incendie. Faute de véhicule passerelle, les compagnies aériennes utilisaient une échelle pour embarquer ou débarquer les passagers à bord de leur avion. (Radio Okapi)

**Un forum économique sur les Grands Lacs prévu en juillet à Addis-Abeba.** Un forum économique est prévu en juillet prochain à Addis-Abeba dans le cadre de l'accord signé par onze pays africains pour ramener la paix dans cette région en proie à des groupes armés depuis près de deux décennies. L'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, l'a annoncé samedi 14 mars à François Muamba, coordonnateur national du Mécanisme de suivi de cet accord.

**Un observatoire des libertés publiques installé en Province Orientale.** Un observatoire de monitoring des libertés publiques a été mis en place samedi 14 mars en Province Orientale. Il est composé de neuf personnes issues des partis politiques, de la société civile et des médias. Les membres de cet observatoire vont répertorier tous les cas de violations des libertés publiques dans la province.

**Equateur: la «ligue de jeunes du PPRD» réclame le départ du comité fédéral du parti.** La Ligue des jeunes du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui revendique être une composante de la fédération de l'Equateur du parti présidentiel, réclame l'éviction de l'actuel comité fédéral de cette formation politique. Les jeunes du PPRD accusent les dirigeants provinciaux de leur parti d'inertie. Ils ont manifesté vendredi 13 mars dans la matinée en brûlant des pneus devant le siège de leur fédération.

**Beni: policiers et militaires interdits de circuler armés pendant la nuit.** Tous les hommes en uniforme de l'armée et de la Police nationale congolaise (PNC) sont désormais interdits de circuler la nuit avec les armes dans la ville de Beni, a indiqué dimanche 15 mars à radio Okapi le colonel

Flamand Baliwa Ngoy, inspecteur urbain de la police à Beni. Cette interdiction de port d'armes concerne également les civils. D'après le colonel Flamand Baliwa, l'objectif de cette mesure est d'assurer la sécurité de la population locale.

**Province Orientale: SOS pour 100 ménages sinistrés pluie à Biakato.** Le député Abdallah Penembaka, élu du territoire de Mambasa en Ituri, a lancé samedi 14 mars un cri d'alarme concernant une centaine de ménages de Biakato, qui dorment dehors depuis une semaine. Un orage avait endommagé plusieurs édifices le week-end dernier dans ce centre de négoce de la Province Orientale.